ASSEMBLÉE NATIONALE

30 juin 2025

TRANSPOSITION DES ACCORDS NATIONAUX INTERPROFESSIONNELS - (N° 1617)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 105

présenté par

Mme Taillé-Polian, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE PREMIER

À l'alinéa 8, substituer aux mots :

« peut comporter »

le mot :

« comporte ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à ce que toutes les grandes et moyennes entreprises soient concernées par une obligation d'emploi des séniors, exposée sous la forme d'objectifs chiffrés.

En effet, les entreprises devront employer 15% des salarié-es séniors soit les 50-64 ans. Mais cet objectif en termes d'emploi se fera sur un temps long.

Ainsi, dans l'attente de la réalisation de cet objectif, nous proposons que mes entreprises fassent progresser la part de leurs salarié-es séniors d'au moins 5 % par an, permettant le maintien en emploi et les nouveaux recrutements. Les entreprises qui ne respectent pas cette obligation se verront exposées à des sanctions.

Pour protéger les salarié·es seniors de discriminations avant et en emploi, il est essentiel de mettre en place des gardes fous au niveau du patronat qui souhaiterait se séparer d'une partie de sa main d'oeuvre, dans les conditions violentes et abusives que nous connaissons.

Le Groupe Écologiste et social propose donc la mise en place d'une obligation annuelle de recrutement et de maintien des salarié·es seniors jusqu'à atteindre 15 % des travailleurs et travailleuses seniors au sein d'une entreprise.